MERCREDI 30 OCTOBRE 2002 / 134e ANNÉE / No 254

ISSN 0373-0425 – CPPAP 0103 B 05088

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

SOMMAIRE GÉNÉRAL

Sommaire analytique page suivante

LOIS 17992

DÉCRETS, ARRÊTÉS, CIRCULAIRES

Textes généraux 17994
Mesures nominatives 18017
Conventions collectives 18022

Conseil constitutionnel 18028

Commission consultative du secret de la défense nationale 18032

Informations parlementaires 18033

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux importateurs et aux exportateurs 18039
Avis de concours et de vacance d'emplois 18039
Avis divers 18050

INFORMATIONS DIVERSES 18061

JOURNAUX OFFICIELS

Avis : la librairie et la salle de consultation
de la Direction des Journaux officiels sont ouvertes du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 17 h 15 sans interruption (fermeture le samedi).

SOMMAIRE ANALYTIQUE

LOIS

LOI n° 2002-1303 du 29 octobre 2002 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux 17992

LOI n° 2002-1304 du 29 octobre 2002 autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord du 17 mars 1988, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail 17993

LOI n° 2002-1305 du 29 octobre 2002 autorisant l'approbation du troisième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres) 17993

Décrets, arrêtés, circulaires

❑ textes généraux

ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

Décret du 23 octobre 2002 portant reconnaissance légale d'une congrégation 17994

ministère de la justice

Décret n° 2002-1306 du 28 octobre 2002 modifiant le décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat et instituant le vote à distance par voie électronique pour l'élection des membres du Conseil national des barreaux 17994

ministère de la défense

Arrêté du 19 août 2002 portant remise en gestion de biens domaniaux 17994

Arrêté du 19 août 2002 portant attribution à titre de dotation de biens domaniaux 17995

Arrêté du 1er octobre 2002 modifiant l'arrêté du 8 septembre 1999 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances de l'administration centrale du ministère de la défense auprès du service des moyens généraux 17995

ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

❑ recherche et nouvelles technologies

Arrêté du 22 octobre 2002 fixant la liste des commissions scientifiques spécialisées de l'Institut national de la recherche agronomique 17996

ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Décret n° 2002-1307 du 28 octobre 2002 relatif au régime indemnitaire des magistrats des chambres régionales et territoriales des comptes 17996

Arrêté du 8 octobre 2002 modifiant l'arrêté du 7 août 2002 portant répartition de crédits 17997

Arrêté du 17 octobre 2002 portant délégation de signature 17997

Arrêté du 22 octobre 2002 portant transfert de crédits 17997
Arrêté du 22 octobre 2002 portant transfert de crédits 17998
Arrêté du 23 octobre 2002 relatif à la création d'obligations assimilables du Trésor indexées sur l'indice harmonisé des prix à la consommation, hors tabac, de la zone euro, 3,15 % 25 juillet 2032 17999
Arrêté du 23 octobre 2002 portant transfert de crédits 17999
Arrêté du 24 octobre 2002 portant répartition de crédits 18001
Arrêté du 24 octobre 2002 portant répartition de crédits 18002
Arrêté du 24 octobre 2002 portant répartition de crédits 18003
Arrêté du 24 octobre 2002 portant répartition de crédits 18003
Arrêté du 28 octobre 2002 pris en application du décret n° 2002-1307 du 28 octobre 2002 relatif au régime indemnitaire des magistrats des chambres régionales et territoriales des comptes 18004
Arrêté du 28 octobre 2002 relatif aux prix de vente du gaz combustible vendu à partir des réseaux publics de distribution 18004
Arrêté du 29 octobre 2002 portant répartition de crédits 18005
Arrêté du 29 octobre 2002 portant répartition de crédits 18006

❑ budget et réforme budgétaire

Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours 18007

❑ industrie

Arrêté du 21 octobre 2002 déclarant d'utilité publique des travaux à exécuter pour la construction d'une canalisation de transport de gaz 18013

ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer

Arrêté du 2 septembre 2002 approuvant l'avenant n° 2 au cahier des charges de la concession d'outillage public de la chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio et de la Corse-du-Sud au port de commerce d'Ajaccio 18014
Arrêté du 22 octobre 2002 attribuant à la direction départementale de l'équipement de l'Aveyron une compétence interdépartementale en matière d'ouvrages d'art 18014

ministère de l'écologie et du développement durable

Arrêté du 1er octobre 2002 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2002 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère 18014

ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées

Arrêté du 18 octobre 2002 modifiant l'arrêté du 19 avril 2002 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services centraux et déconcentrés du ministère de l'emploi et de la solidarité (secteur emploi et secteur solidarité) pour les personnels exerçant les fonctions de responsabilité supérieure 18015
Arrêté du 18 octobre 2002 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics 18016
Arrêté du 18 octobre 2002 accordant l'autorisation d'exploiter des eaux minérales naturelles 18016

ministère de la culture et de la communication

Arrêté du 21 octobre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels 18016
Arrêté du 21 octobre 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels 18017

❑ mesures nominatives

Premier ministre

Décret du 29 octobre 2002 portant cessation de fonctions du directeur adjoint de l'Institut des hautes études de défense nationale 18017
Décret du 29 octobre 2002 portant nomination du président du comité scientifique de la Commission des archives constitutionnelles de la Ve République 18017
Arrêté du 11 octobre 2002 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) 18017

ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

Arrêté du 28 octobre 2002 portant nomination (administration centrale) 18017

ministère de la justice

Décrets du 23 octobre 2002 portant cessation de fonctions (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel) 18017

Décrets du 23 octobre 2002 portant détachement (magistrature) 18018

Arrêté du 22 octobre 2002 portant mise à disposition (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel) 18018

ministère de la défense

Liste d'admission à l'Ecole de l'air en 2002 18018

ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

❑ recherche et nouvelles technologies

Arrêté du 21 octobre 2002 portant nomination au conseil d'administration du musée de l'air et de l'espace 18018

ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Décret du 28 octobre 2002 portant mutation, promotion, nomination et réintégration de receveurs des finances 18019

Décret du 28 octobre 2002 portant nomination au conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône 18019

Décret du 29 octobre 2002 portant nomination du président du conseil de surveillance de l'Agence française de développement 18019

Décret du 29 octobre 2002 portant nomination au conseil de surveillance de l'Agence française de développement 18019

❑ industrie

Arrêté du 21 octobre 2002 portant nomination au conseil d'administration du Centre technique industriel de la construction métallique 18020

ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer

Arrêtés du 7 août 2002 portant nomination et titularisation (aviation civile) 18020

Arrêté du 14 octobre 2002 fixant la liste des coordinateurs pédagogiques de l'examen du brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière 18020

Arrêté du 22 octobre 2002 portant désignation d'un président de section à l'inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie 18021

Arrêté du 22 octobre 2002 portant nomination (directions départementales de l'équipement) 18021

ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées

Arrêté du 10 octobre 2002 portant nomination (directions des affaires sanitaires et sociales) 18021

Arrêté du 14 octobre 2002 portant nomination (directions des affaires sanitaires et sociales) 18021

Arrêté du 17 octobre 2002 portant nomination (directions des affaires sanitaires et sociales) 18021

ministère de la culture et de la communication

Décret du 28 octobre 2002 portant nomination (écoles d'architecture) 18021

Arrêté du 15 octobre 2002 portant nomination au comité d'hygiène et de sécurité de l'Institut national de recherches archéologiques préventives 18021

ministère de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire

Arrêté du 21 octobre 2002 portant nomination au conseil d'administration de l'institut régional d'administration de Nantes 18022

❑ conventions collectives

ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du caoutchouc (n° 45) 18022

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des sociétés d'assistance (n° 1081) 18022

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension d'un accord national professionnel concernant le personnel (employés, techniciens, agents de maîtrise) ETAM du bâtiment (n° 255) et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment occupant jusqu'à dix salariés (n° 1596) et plus de dix salariés (n° 1597) 18023

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension d'un accord national et de ses annexes du 1er octobre 2001 instituant BTP Prévoyance (n° 2288) conclu dans le cadre de l'accord national instituant le régime de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (n° 471) et de l'accord national instituant le régime de prévoyance des employés, techniciens, agents de maîtrise (ETAM) du batiment et des travaux publics (n° 1645) 18023

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des salariés du particulier employeur (n° 2111) 18023

Arrêté du 21 octobre 2002 modifiant l'arrêté du 24 septembre 2002 portant extension de deux avenants à la convention collective nationale des missions locales et PAIO (permanence d'accueil d'information et d'orientation) (n° 2190) 18024

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des mareyeurs-expéditeurs (secteur des saleurs-saurisseurs de poissons) (n° 1589) 18024

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension de deux accords régionaux (Haute-Normandie) conclus dans le cadre de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics (n° 1702) 18024

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension de deux accords régionaux (Basse-Normandie) conclus dans le cadre de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics (n° 1702) 18025

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension d'accords régionaux (Poitou-Charentes) conclus dans le cadre de la convention collective nationale concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1er mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés) 18025

Arrêté du 21 octobre 2002 portant extension d'accords conclus dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, connexes et similaires de l'Indre (n° 934) 18025

Avis relatif à l'élargissement d'un avenant à la convention collective nationale de la poissonnerie au commerce de gros de la poissonnerie 18026

Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes 18026

Avis relatifs à l'extension d'avenants à la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers 18026

Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques des arrondissements de Rouen et Dieppe 18027

ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales

Arrêté du 28 octobre 2002 portant extension d'un accord collectif national de travail sur les saisonniers, sur diverses dispositions sur les contrats à durée déterminée et sur l'organisation de la gestion prévisionnelle de l'emploi en agriculture 18027

Conseil constitutionnel

Décision n° 2002-2612 du 24 octobre 2002 18028
Décision nos 2002-2634/2701 du 24 octobre 2002 18028
Décision n° 2002-2662 du 24 octobre 2002 18029
Décision n° 2002-2691 du 24 octobre 2002 18030
Décision n° 2002-2694 du 24 octobre 2002 18030
Décision n° 2002-2724 du 24 octobre 2002 18031
Décision n° 2002-2731 du 24 octobre 2002 18031

Commission consultative du secret de la défense nationale

Avis n° 11/02 du 17 octobre 2002 18032
Avis n° 12/02 du 17 octobre 2002 18032

Informations parlementaires

❑ Assemblée nationale

ORDRE DU JOUR 18033
GROUPES POLITIQUES 18033
COMMISSIONS 18033
DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES 18035
DOCUMENTS ET PUBLICATIONS 18036

❑ Sénat

ORDRE DU JOUR 18037
DOCUMENTS LÉGISLATIFS 18037
COMMISSIONS 18037
DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES 18038

❑ Offices parlementaires

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES (OPECST) 18038

Avis et communications

❑ avis aux importateurs et aux exportateurs

ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Avis aux importateurs relatif à la taxation des produits agricoles 18039

❑ avis de concours et de vacance d'emplois

Premier ministre

Avis de vacance d'un poste de directeur de centre interministériel de renseignements administratifs 18039
Avis de vacance d'emplois offerts au titre de la mobilité statutaire des membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration et des administrateurs des postes et télécommunications 18040
Avis de vacance d'un emploi offert au titre de la mobilité statutaire des membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration 18040
Avis de vacance d'emplois de sous-directeur 18040

ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

Avis relatif au nombre d'inscriptions possibles sur la liste d'aptitude établie au titre de l'année 2002 à l'issue du concours national d'infirmier de sapeurs-pompiers professionnels 18041

ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

Avis de vacance des fonctions de directeur de l'école polytechnique de l'université Grenoble-I 18041

ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer

Avis de vacance d'un emploi d'inspecteur général adjoint du tourisme 18041

ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées

Avis relatifs à l'ouverture de concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière 18042
Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de moniteurs-éducateurs de la fonction publique hospitalière 18042
Avis relatif à l'ouverture de concours pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'assistant de service social) de la fonction publique hospitalière 18042
Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un éducateur de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière 18043
Avis de concours professionnels sur titres pour le recrutement de cadres supérieurs de santé (manipulateurs d'électroradiologie médicale) 18043

Avis relatif à l'ouverture de concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière 18043
Avis relatifs à l'ouverture de concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'assistant de service social) de la fonction publique hospitalière 18043
Avis de concours professionnel sur titres pour le recrutement de cadres supérieurs de santé 18043
Avis de concours sur titres pour le recrutement d'adjoints techniques hospitaliers de classe normale 18043
Avis de concours professionnels sur titres pour le recrutement de cadres supérieurs de santé 18047
Avis de concours professionnel sur titres pour le recrutement d'un cadre supérieur de santé (technicien de laboratoire) 18048
Avis de concours externes sur titres pour le recrutement d'ingénieurs hospitaliers en chef de 1re catégorie, 2e classe 18048
Avis de concours sur titres pour le recrutement d'un ingénieur hospitalier subdivisionnaire 18049
Avis de concours professionnel sur titres pour le recrutement d'un infirmier de bloc opératoire cadre supérieur de santé 18049

❑ avis divers

Premier ministre

Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de la Documentation française) 18050

ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Résultats du tirage du Keno du mardi 29 octobre 2002 18053

❑ industrie

Avis relatif à l'instruction de projets de normes 18053

ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer

Avis relatif à l'index national bâtiment « tous corps d'état » (symbole BT 01) 18056

ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées

Avis relatif à l'octroi d'autorisations de mise sur le marché de spécialités pharmaceutiques 18056
Avis relatif aux prix de spécialités pharmaceutiques 18060
Avis relatif à un transfert de portefeuille de bulletins d'adhésion d'une mutuelle 18061
Avis relatif à des transferts de portefeuilles de bulletins d'adhésion et de contrats de mutuelles 18061

Informations diverses

❑ liste de cours indicatifs

Cours indicatifs du 29 octobre 2002 18061

Annonces 18062

NOR : *PVSX0202177X*

AUTRES PUBLICATIONS DATÉES DE CE JOUR

DÉBATS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale

N° 51 (CR)

Compte rendu intégral des débats du mardi 29 octobre 2002 et questions orales avec ou sans débat.

Sénat

N° 49 (CR)

Compte rendu intégral des débats du mardi 29 octobre 2002 et questions orales.

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

N° 15

Publication simplifiée des comptes de campagne. – Elections municipales et cantonales générales des 11 et 18 mars 2001.

LOIS

LOI n° 2002-1303 du 29 octobre 2002 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux (1)

NOR : *JUSX0205945L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er

I. – Le deuxième alinéa de l'article L. 225-21 du code de commerce est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 par la société dont elle est administrateur.

« Pour l'application des dispositions du présent article, les mandats d'administrateur des sociétés dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé et contrôlées au sens de l'article L. 233-16 par une même société ne comptent que pour un seul mandat, sous réserve que le nombre de mandats détenus à ce titre n'excède pas cinq. »

II. – Le deuxième alinéa de l'article L. 225-54-1 du même code est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa :

« – un deuxième mandat de directeur général ou un mandat de membre du directoire ou de directeur général unique peut être exercé dans une société contrôlée au sens de l'article L. 233-16 par la société dont il est directeur général ;

« – une personne physique exerçant un mandat de directeur général dans une société peut également exercer un mandat de directeur général, de membre du directoire ou de directeur général unique dans une société, dès lors que les titres de celles-ci ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé. »

III. – Le deuxième alinéa de l'article L. 225-67 du même code est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa :

« – un deuxième mandat de membre du directoire ou de directeur général unique ou un mandat de directeur général peut être exercé dans une société contrôlée au sens de l'article L. 233-16 par la société dont cette personne est membre du directoire ou directeur général unique ;

« – une personne physique exerçant un mandat de membre du directoire ou de directeur général unique dans une société peut également exercer un mandat de directeur général, de membre du directoire ou de directeur général unique dans une société, dès lors que les titres de celles-ci ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé. »

IV. – Le deuxième alinéa de l'article L. 225-77 du même code est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, ne sont pas pris en compte les mandats de membre du conseil de surveillance ou d'administrateur exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 par la société dont elle est déjà membre du conseil de surveillance.

« Pour l'application des dispositions du présent article, les mandats de membre du conseil de surveillance des sociétés dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé et contrôlées au sens de l'article L. 233-16 par une même société ne comptent que pour un seul mandat, sous réserve que le nombre de mandats détenus à ce titre n'excède pas cinq. »

V. – Le deuxième alinéa de l'article L. 225-94 du même code est ainsi rédigé :

« Pour l'application des articles L. 225-54-1 et L. 225-67, est autorisé l'exercice simultané de la direction générale par une personne physique dans une société et dans une autre société qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-16. »

VI. – Les deux premiers alinéas de l'article L. 225-94-1 du même code sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« Sans préjudice des dispositions des articles L. 225-21, L. 225-54-1, L. 225-67, L. 225-77 et L. 225-94, une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats de directeur général, de membre du directoire, de directeur général unique, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. Pour l'application de ces dispositions, l'exercice de la direction générale par un administrateur est décompté pour un seul mandat. »

Article 2

L'article L. 225-95-1 du code de commerce est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation aux articles L. 225-21, L. 225-54-1, L. 225-67 et L. 225-94-1, les mandats de président, de directeur général, de directeur général unique, de membre du directoire ou d'administrateur d'une société d'économie mixte locale, exercés par un représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales ne sont pas pris en compte pour l'application des règles relatives au cumul des mandats sociaux. »

Article 3

I. – Le 4 de l'article L. 214-17 du code monétaire et financier est ainsi rédigé :

« 4. Une même personne physique peut exercer simultanément cinq mandats de directeur général, de membre du directoire ou de directeur général unique de SICAV ayant leur siège sur le territoire français. Les mandats de directeur général, de membre du directoire ou de directeur général unique exercés au sein d'une SICAV ne sont pas pris en compte pour les règles de cumul visées au livre II du code de commerce ; ».

II. – Après le 4 du même article, il est inséré un 4 *bis* ainsi rédigé :

« 4 *bis*. Les mandats de représentant permanent d'une personne morale au conseil d'administration ou de surveillance d'une SICAV ne sont pas pris en compte pour l'application des dispositions des articles L. 225-21, L. 225-77 et L. 225-94-1 du code de commerce ; ».

III. – Après l'article L. 322-4-1 du code des assurances, il est inséré un article L. 322-4-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 322-4-2.* – Pour l'application de l'article L. 225-21 du code de commerce, les mandats d'administrateur d'une société anonyme appartenant à un groupe d'assu-

rance contrôlé, au sens du 1° de l'article L. 334-2 du présent code, par une société d'assurance mutuelle ou une société de réassurance mutuelle comptent pour un seul mandat. »

Article 4

Avant le dernier alinéa de l'article L. 511-31 du code monétaire et financier, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application des dispositions de la section 2 du chapitre V du titre II du livre II du code de commerce, les mandats sociaux détenus au sein de l'organe central, au sens de l'article L. 511-30 du présent code, ou des établissements de crédit qui lui sont affiliés doivent être décomptés pour un seul mandat. »

Article 5

Le II de l'article 131 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques est ainsi rédigé :

« II. – Les administrateurs, présidents du conseil d'administration, directeurs généraux, membres du directoire, directeurs généraux uniques et membres du conseil de surveillance disposent d'un délai de deux mois à compter de la date de publication de la loi n° 2002-1303 du 29 octobre 2002 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux pour se mettre en conformité avec les articles L. 225-21, L. 225-54-1, L. 225-67, L. 225-77, L. 225-94 et L. 225-94-1 du code de commerce dans la rédaction issue de la loi précitée. A défaut, ils sont réputés démissionnaires de tous leurs mandats. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 octobre 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JEAN-PIERRE RAFFARIN

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
DOMINIQUE PERBEN

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,
FRANCIS MER

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-1303.
Assemblée nationale :
Proposition de loi n° 193 ;
Rapport de M. Philippe Houillon, au nom de la commission des lois, n° 233 ;
Discussion et adoption le 1er octobre 2002.
Sénat :
Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, n° 7 (2002-2003) ;
Rapport de M. Jean-Jacques Hyest, au nom de la commission des lois, n° 13 (2002-2003) ;
Discussion et adoption le 15 octobre 2002.

LOI n° 2002-1304 du 29 octobre 2002 autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord du 17 mars 1988, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail (1)

NOR : *MAEX0100181L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'avenant à l'accord du 17 mars 1988, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail, signé à Tunis le 8 septembre 2000, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 octobre 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JEAN-PIERRE RAFFARIN

Le ministre des affaires étrangères,
DOMINIQUE DE VILLEPIN

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-1304.
Assemblée nationale :
Projet de loi n° 188 ;
Rapport de M. Richard Cazenave, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 232 ;
Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 3 octobre 2002.
Sénat :
Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 9 ;
Rapport de M. Robert Del Picchia, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 14 ;
Discussion et adoption le 17 octobre 2002.
(2) Il sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

LOI n° 2002-1305 du 29 octobre 2002 autorisant l'approbation du troisième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres) (1)

NOR : *MAEX0100182L*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

Est autorisée l'approbation du troisième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres), signé à Paris le 11 juillet 2001, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 octobre 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JEAN-PIERRE RAFFARIN

Le ministre des affaires étrangères,
DOMINIQUE DE VILLEPIN

(1) *Travaux préparatoires :* loi n° 2002-1305.
Assemblée nationale :
Projet de loi n° 189 ;
Rapport de M. Richard Cazenave, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 232 ;
Discussion et adoption (procédure d'examen simplifiée) le 3 octobre 2002.
Sénat :
Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 10 (2002-2003) ;
Rapport de M. Robert Del Picchia, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 14 (2002-2003) ;
Discussion et adoption le 17 octobre 2002.
(2) Il sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.